



## Ignatieff, partisan de la guerre, nommé numéro deux du Parti libéral du Canada

Par [Richard Dufour](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2007

[WSWS](#) 2 février 2007

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Michael Ignatieff — qui était jusque récemment professeur à Harvard et qui a beaucoup écrit pour défendre la guerre « préventive », les attaques sur les droits démocratiques et la torture — a été confirmé au poste de numéro deux du Parti libéral du Canada (PLC).

Le dirigeant des libéraux fédéraux, Stéphane Dion, a nommé Ignatieff au poste de vice-président du comité des priorités et de la planification (un puissant comité ministériel du gouvernement porte le même nom), lorsqu'il a dévoilé son conseil des ministres fantôme le 18 janvier. Dion sera lui-même président du comité.

La nomination d'Ignatieff au comité des priorités suit de quelques semaines sa nomination comme chef adjoint du parti. Dion a nommé Ignatieff chef adjoint à la mi-décembre, quelques jours après avoir gagné la course à la direction devant Ignatieff, même si ce dernier était soutenu par la majorité de l'establishment du parti.

Il existe de nombreux exemples dans la politique canadienne où le deuxième d'une course à la direction s'est empressé de se retirer de la vie politique. Les titres et responsabilités que Dion a donnés à Ignatieff sont un signal clair qu'il désire que son ancien rival joue un rôle crucial dans le parti et dans le futur gouvernement si les libéraux étaient élus dans les années à venir.

Ignatieff a une longue histoire en tant que défenseur libéral de la guerre impérialiste et de la « guerre contre le terrorisme » de Bush. Dans la décennie qui a précédé son retour au Canada en 2005, il a fait usage de son autorité d'universitaire de tradition politique et philosophique libérale et d'expert des droits de l'homme pour soutenir l'intervention impérialiste en Yougoslavie ; pour faire campagne pour une révision de la loi internationale qui donnerait le droit aux grandes puissances de violer la souveraineté nationale au nom de l'obligation de « protéger ». Il a également élaboré des arguments pour justifier l'assaut de l'administration Bush sur les droits démocratiques et cherché à renforcer le soutien à l'invasion américaine illégale de l'Irak en 2003. Dans un texte qui a été publié dans le *New York Times Magazine* en 2004, il a argumenté, par exemple, en faveur de « la détention illimitée des suspects, des interrogatoires coercitifs, des assassinats ciblés et même de la guerre préventive ».

L'opinion publique, pendant ce temps, est de plus en plus opposée à la guerre en Irak, comme le démontre la défaite extraordinaire subie par les républicains aux élections au Congrès américain de novembre dernier.

L'intervention militaire néo-coloniale du Canada en Afghanistan connaît, elle aussi, une opposition populaire de plus en plus forte.

Sans doute, l'affaiblissement de l'administration Bush et l'impopularité de l'intervention canadienne en Afghanistan, qu'Ignatieff avait défendus avec enthousiasme, ont été un facteur important sinon déterminant dans son échec à obtenir la direction du Parti libéral.

Qu'il soit nommé numéro deux du parti, toutefois, signale clairement que le parti traditionnel de gouvernement au Canada n'est pas moins engagé que les conservateurs à défendre bec et ongles les intérêts économiques et géostratégiques de l'élite dirigeante dans le monde, quel que soit le prix à payer du point de vue du niveau de vie, des droits démocratiques et de la vie des travailleurs et des jeunes au Canada et à l'étranger.

Depuis sa défaite dans la course à la direction du parti, Ignatieff continue à mettre en avant son programme militariste. Lors d'une rencontre privée avec des députés et des sénateurs libéraux à l'issue du Congrès libéral, il aurait prévenu Dion de ne pas laisser la question de l'Afghanistan diviser le parti. Il a particulièrement désapprouvé le fait que plusieurs députés libéraux, y compris Dion lui-même, avaient voté, en mai dernier, contre une motion des conservateurs visant à prolonger de deux ans, jusqu'en février 2009, l'intervention militaire canadienne au sud de l'Afghanistan, où les troupes canadiennes sont empêtrées dans une guerre contre-insurrectionnelle néocoloniale.

Dion ainsi que d'autres avaient critiqué la précipitation avec laquelle la motion avait été passée au parlement par le premier ministre Stephen Harper, qui l'avait annoncée à la dernière minute en ne laissant que quelques heures pour en débattre. Le nouveau chef libéral a depuis démontré clairement et à plusieurs reprises que son parti et lui-même ne s'opposent pas à l'intervention en Afghanistan.

« Nous sommes en Afghanistan pour aider la population à vivre plus en sécurité », a déclaré Dion lors d'une conférence de presse clôturant une réunion de deux jours du groupe parlementaire libéral visant à préparer la reprise de la session parlementaire après Noël.

« Nous soutenons les troupes », a insisté Dion. Ce qu'il veut, c'est que les audiences du comité des affaires étrangères de la Chambre des communes se limitent à la questions des moyens « d'améliorer cette mission », c'est-à-dire, de la rendre plus acceptable aux yeux de la population canadienne en mettant davantage l'accent sur les projets de reconstruction et en incitant les alliés du Canada au sein de l'OTAN à partager davantage le fardeau de la lutte contre l'insurrection. Pour le dirigeant libéral, demander le retrait des 2200 soldats canadiens engagés au combat dans le sud de l'Afghanistan — demande soulevée par le NPD pour des raisons opportunistes — est tout simplement « honteux ».

De telles paroles servent à rassurer l'élite patronale du Canada et à leur montrer que les libéraux n'auront pas peur de prendre des décisions « dures » et impopulaires — y compris celle de poursuivre une opération sanglante contre-insurrectionnelle, qui a entraîné des pertes civiles considérables, dans l'un des pays les plus pauvres du monde — pour défendre les ambitions et les intérêts mondiaux du capital canadien.

Le gouvernement libéral de Chrétien et Martin, qui a été au pouvoir de 1993 jusqu'en janvier dernier et pour lequel Dion a été ministre durant une décennie, avait présidé à la redistribution massive de richesse vers les plus nantis par d'importantes baisses d'impôts pour les riches et des coupes dans les services publics et sociaux essentiels, incluant les

services de santé, l'éducation, l'assurance-chômage et l'aide sociale.

Bien que Jean Chrétien ait décidé à la dernière minute de ne pas se joindre à la « coalition des volontaires » dans la guerre contre l'Irak qui a soumis la population irakienne à la mort et la terreur à une échelle gigantesque, il avait précédemment déployé les troupes canadiennes en Afghanistan et mit en oeuvre une vaste campagne d'expansion et de réarmement des Forces armées canadiennes. Son successeur, Paul Martin, dans sa politique de rapprochement avec Washington, avait accepté d'envoyer un grand nombre de soldats canadiens au combat dans le sud de l'Afghanistan dès février 2006, permettant ainsi à l'administration Bush d'envoyer davantage de soldats en Irak.

Malgré tout, l'élite canadienne en est venue à considérer que les libéraux défendaient leurs intérêts prédateurs avec trop de prudence, tant dans le pays qu'à l'étranger, et ce, dans une situation où la compétition mondiale pour les marchés, les ressources et l'influence géopolitique allait en s'intensifiant. Le point de référence en terme d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs, de guerre et de pillage à l'étranger étant fixé par le géant américain, son voisin et concurrent, le grand patronat canadien a exigé une accélération des mesures sociales régressives dans le pays et une politique étrangère plus agressive, et à cette fin, s'est rangé avec détermination derrière l'idéologue néo-conservateur Stephen Harper et son Parti conservateur lors des élections fédérales de juin 2006.

Le grand soutien accordé par l'establishment du Parti libéral à la campagne d'Ignatieff dans la course à la direction du PLC — bien qu'il ait vécu hors du Canada une bonne partie de ces trente dernières années et qu'il ne soit député que depuis les élections de janvier 2006 — représente une réponse à cet état d'esprit plus avide et plus agressif que l'on trouve au sein de l'élite canadienne.

Harper a fait prendre un virage à droite significatif à la politique canadienne, reprenant à son compte le soutien de Bush à l'invasion du Liban par Israël, se faisant le champion de l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, augmentant considérablement le budget de l'armée, introduisant une série de mesures réactionnaires en faveur du tout sécuritaire, en changeant les politiques fiscales et les dépenses pour enrichir les privilégiés et pour appauvrir les services publics, et en mettant le projet de garderies nationales au rancart. Mais au grand dam du grand patronat, Harper, malgré une couverture de presse extrêmement favorable et un programme soigneusement élaboré pour masquer l'ampleur du virage à droite que son gouvernement représente, n'a pas réussi à augmenter le soutien populaire pour son parti. En fait, les derniers sondages indiquent que les conservateurs sont à la traîne des libéraux.

Avec Bush, principal allié de Harper, en pleine crise et les conservateurs apparemment incapables d'élargir leur base, des sections de l'élite dirigeante portent leur attention vers le Parti libéral, qui dans le passé a si efficacement réalisé les souhaits du grand patronat en se présentant comme un parti de justice sociale et en utilisant ses adversaires politiques de droite comme repoussoirs pour revenir au pouvoir.

C'est ce qui explique que le *Globe and Mail* et les autres sections des grands médias ont suivi avec attention ce changement à la direction du Parti libéral.

Dion pour sa part, est déterminé à prouver à l'élite canadienne qu'il est le meilleur défenseur de leurs intérêts. En plus de promouvoir Ignatieff et de prendre la défense de l'intervention militaire canadienne en Afghanistan, il a promis de conserver une « fiscalité

responsable » héritée de Chrétien et de Martin et a donné pour instruction à ses députés de continuer à faire pression sur le gouvernement conservateur afin qu'il retarde la mise en place d'un impôt sur les fiducies de revenu. Les fiducies de revenu ont proliféré ces dernières années, parce qu'ils permettent aux entreprises d'échapper à toutes taxations sur leurs revenus et leurs profits.

*Article original paru le 29 janvier 2007.*

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Richard Dufour](#), [WSWS](#), 2007

---

Articles Par : [Richard Dufour](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)